

Renault : des salariés
qui craquent, des
actionnaires qui en
croquent...

l'étincelle

TECHNOCENTRE

Renault
Guyancourt

www.etincelle-technocentre.com - pour la construction d'un parti des



travailleurs communiste révolutionnaire -

mardi 30 avril 2013

Le patronat siffle, voyez qui rapplique

Sur l'ordre du gouvernement, l'Assemblée nationale a donc rejeté l'examen de la proposition de loi d'amnistie pour les syndicalistes condamnés lors de conflits sociaux. Cette loi était pourtant réduite à peau de chagrin après son passage devant le Sénat. Elle n'arrivait même pas au niveau de celle adoptée par Chirac en 2002.

L'Assemblée nationale a rejeté cette loi d'amnistie pour les syndicalistes alors qu'elle n'arrivait même pas au niveau de celle adoptée par Chirac en 2002.

Suite à l'affaire Cahuzac et aux agressions homophobes qui ont accompagné les manifestations contre le mariage pour tous, il s'agirait, selon le gouvernement, d'avoir « une seule réponse : le respect de la loi républicaine pour tous ». S'appuyer sur leurs propres fraudeurs et les exactions de l'extrême droite pour s'en prendre, une fois de plus, aux travailleurs, il fallait oser !

Ces poulets qui ont peur des œufs

Ce refus d'une amnistie (pourtant bien limitée), vise précisément les travailleurs de Continental, de La Poste et d'ailleurs, qui se sont battus pour leurs emplois. Il vise ceux de PSA Aulnay, dont huit grévistes ont été licenciés pour des jets d'œufs et autres broutilles, à qui le gouvernement envoie les CRS dès qu'ils rendent une visite de courtoisie au Medef, au siège de PSA ou ailleurs.

Il y a quelques jours, c'est encore un militant CGT d'Alès qui a été condamné à deux mois de prison avec sursis, 1 000 euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour avoir jeté un œuf lors d'une manifestation en 2010. Avec cet œuf, il aurait traumatisé pas moins de... 12 policiers !

Les vrais faucons

Alors un peu de sérieux. Si violence il y a, c'est du côté du patronat, de son gouvernement, de sa police, de sa « justice ». Comme le disent les grévistes de PSA, « ce sont les patrons les casseurs », ce sont eux qui cassent les emplois, qui cassent les usines et qui sortent la matraque contre les travailleurs.

En réalité, ce refus d'amnistie, cette dernière agression juridique à l'encontre des travailleurs en

lutte, est d'abord un message du gouvernement d'allégeance politique aussi bien envers la droite et l'extrême droite catholique ayant défilé dans les rues, qu'envers le patronat. Un message parfaitement clair.

Pigeons ou coqs en pâte ?

Lundi 22 mars, le journal pro-patronal *Les Echos* titrait : « Pour renouer le dialogue, le président veut adresser des "messages forts" aux patrons ». Mais que demande le peuple (ou plutôt ses exploités) ?

Ils ont eu un cadeau de 20 milliards d'euros en crédit d'impôts. Ils ont eu le vote de la loi dite de « sécurisation de l'emploi », qui ne sécurise que les licenciements : une loi écrite directement par le Medef.

Après les crédits d'impôts et la loi de sécurisation... des licenciements, Hollande vient de donner satisfaction à ces « pigeons » patronaux aux dents longues.

Ce n'était pas encore assez. Ce lundi, Hollande vient de donner satisfaction à ces « pigeons » patronaux aux dents longues qui voulaient pouvoir faire de juteux bénéfices en spéculant sur la revente de sociétés : ils seront amplement exonérés de la taxation des plus-values de cession d'entreprise !

Bref : le patronat grogne et que lui répond le gouvernement « socialiste » ? Déployez toute votre violence sociale, licenciez, exploitez, faites trimer, réduisez les salaires ! Nous nous occupons des travailleurs qui voudront lutter, nous vous soutiendrons avec notre police, nos juges... et l'argent public !

Volons-leur dans les plumes

Face à leur cynisme et leur violence, mettons-nous, nous aussi, en ordre de bataille. À l'heure où le chômage est à son plus haut niveau, où les licenciements continuent et où l'on nous en promet encore de belles, il est plus que nécessaire de redresser la tête, de nous regrouper, de manifester notre colère.

Montrons que nous ne nous laisserons pas intimider par ceux qui rêveraient de nous mettre au pas. La guerre de classe ne doit pas rester l'exclusive du patronat.

Le CEF nous appartient

En supprimant le CEF, l'accord de compétitivité va obliger à modifier les horaires, car on ferait alors plus que 35h. La direction réfléchit à plusieurs hypothèses pour les ETAM : faire 7 mn de moins par jour ou 35 mn une fois par semaine. Ou bien passer de 20 à 27 mn de pause : une véritable provocation.

Mais il y a une autre hypothèse : récupérer nos 4 jours de RTT transformés en CEF lors de l'accord 35h. Cela bénéficierait à tous, y compris aux cadres.

On n'est pas des pions

Les réorganisations se préparent dans la plus grande opacité : échanges de mails cryptés entre le haut management, interdiction de donner des infos...

Les salariés sont laissés dans le noir, notamment ceux en poste sensible. Le voile devrait être levé fin mai au cours d'entretiens individuels, histoire de diviser et d'éviter les réactions collectives. Raison de plus de se rassembler ce matin à 10h dans la Ruhe !

Passez 3C grâce à Job Grading

Dur de s'y retrouver dans le Job Grading, présenté en réunion d'UET. Les postes seront cotés sur 7 niveaux de responsabilité : du plus bas (L3C, L3B, L3A) au plus haut (L1B, L1A pour le top management) en passant par L2B ou L2A. Mais aucun référentiel n'est fourni (pratique pour la mobilité). C'est l'arbitraire.

Ces cotations déterminent des niveaux de rémunération établis selon le marché, mais ils ne sont pas donnés. Et il est question d'étendre ensuite ce système aux ETAM. Bref : une usine à gaz pour prouver qu'on est trop payé et pour nous diviser.

Pompe à fric

Ce sont bien 508 millions d'euros de dividendes que l'AG des actionnaires de ce mardi 30 avril va s'attribuer pour cette année, soit 48 % de plus qu'en 2012. On n'est jamais mieux servi que par soi-même.

Les amis du président

L'AG des actionnaires va élire des membres au Conseil d'administration : Yuriko Koike (ex-ministre et membre du PLD, la Droite au pouvoir au Japon), ou bien Pascal Faure qui devait trouver un repreneur pour Florange (c'est un des bras droit de Montebourg qui a applaudi à l'accord de compétitivité Renault) prendront place aux côtés de Riboud (PDG de Danone) ou de Marc Ladreit de Lacharrière (PDG de Fimalac). Aucun doute : Ghosn aura les mains libres.

La compétitivité, c'est bon pour l'actionnaire

Les ventes du groupe Renault ont baissé de 4,7 % au 1^{er} trimestre 2013. Une baisse plus forte en Europe, cure d'austérité oblige. Mais que les actionnaires se rassurent : Ghosn promet en 2013 de « *dégager une marge opérationnelle positive* » et « *un Free Cash Flow positif* ». La crise, c'est juste pour les salariés.

Les médecins tirent l'alarme

Le rapport annuel des médecins et infirmières du travail présenté au dernier CE, pointe du doigt un « *sous-effectif de médecins* » et un manque de moyens. De plus en plus sollicités par des « *salariés en difficulté* » du fait du « *manque de moyens humains* », des « *réorganisations des services* » et des « *craintes réelles pour l'emploi et l'avenir de l'entreprise* », notamment chez les salariés classés en postes sensibles par la GPEC, ceux-ci observent une recrudescence des « *risques psychosociaux* ». La direction ne pourra pas dire qu'elle ne savait pas.

Kacz-bonbons

La semaine dernière à la DIESE, un chef d'UET du 65660 a fait craquer un membre de son équipe. Ce n'est pas le premier parmi les Renault ou les prestataires de ce secteur à subir le même sort. A croire que ce chef s'est trompé de job et de service : celui-ci c'est le Câblage, pas le « *pétage* » de câble ?!

« Tu expliqueras ça à mes filles, Carlos »

500 salariés de Cléon ont débrayé vendredi dernier en mémoire de leur collègue de 35 ans qui s'est pendu dans son atelier en début de semaine.

Cédric a laissé deux lettres, dont une adressée à la direction faisant référence à « *la peur, l'incertitude de l'avenir* ». « *Merci Renault. Merci pour ces années de pression.* » Après avoir nié tout rapport avec son travail, la direction de Cléon exprime son « *incompréhension* » : c'est pourtant clair !

Losange au cœur et amiante aux poumons

Ingénieur de 1969 à 2009 à Renault Fins puis au TCR (DICAP), Bernard Thibault est mort en mai 2011 à 63 ans d'un cancer de la plèvre. Le Tribunal de Versailles vient de reconnaître que sa maladie professionnelle causée par une « *contamination environnementale et non directe avec l'amiante* » dans les ateliers tôlerie et carrosserie, était due à la faute inexcusable de Renault.

Bernard « *se sentait victime d'une véritable injustice, s'estimant trompé par son employeur par le fait qu'il n'avait été ni prévenu, ni protégé de son exposition à la poussière d'amiante.* » Sa famille percevra 230 000 €. Pas cher pour la vie d'un homme.

Pourvu que ce ne soit pas un micrage

Carlos Ghosn le claironne : des nouvelles Nissan Micra seront produites à Flins à partir de 2016 grâce à l'accord de compétitivité (en fait, Clio et Micra partagent 30 à 50% de leurs composants). Mais 2016, c'est loin et on se souvient de l'usine de batteries promise par Nissan en 2009 et annulée en 2012.

Par contre, la hausse des cadences et du temps de travail, le blocage des salaires et la baisse des effectifs : c'est pour maintenant.